



**COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE-DEBAT**  
**Vendredi 3 mars 2006**  
**Club de la Presse**  
**Strasbourg**

**LA VIOLENCE ET LA FEMME**

**Invités :**

**Madame Khady KOÏTA**, auteur du best-seller "*Mutilée*"

**Madame MHENNI**, Présidente de "*Femmes tunisiennes du Bas-Rhin*"

**Madame Franca SIEFFERT** chargée d'écoute et d'accueil pour *SOS Solidarité Femme* accompagnée de **Sonia**,

Le médiateur est l'écrivain **Gérard CARDONNE**, membre du bureau de l'Association IWR

En liminaire, après avoir salué la nombreuse assistance ainsi que la représentante de Madame Fabienne Keller, maire de Strasbourg, Claudine PIERRON, Présidente de l'association organisatrice, IWR, présente le thème retenu pour cette soirée, "la violence et la femme", débat qui se place dans le cadre de la "Journée Internationale de la Femme" « ...vingt quatre heures pour nous sur une longue année de trois cent soixante cinq jours », et donne quelques chiffres représentatifs des violences faites aux femmes :

- « Selon le Parlement Européen, des études menées à grande échelle en Suède, Allemagne et Finlande, montrent que 30 à 35% de femmes âgées de 16 à 67 ans ont été victimes d'un acte de violence physique ou sexuelle au moins une fois dans leur vie et si on inclut la violence psychologique, ces chiffres peuvent aller jusqu'à 45-50%.

Selon une étude canadienne, il y aurait 8% d'hommes battus.

Pour prendre un exemple concret, en Espagne, où la parité est scrupuleusement respectée dans le gouvernement actuel, donc l'égalité homme/femme, entre les années 2000 et 2004<sup>1</sup>, le nombre de femmes maltraitées a augmenté de 144,94%.

Même si on limite ce chiffre en considérant que peut-être plus de femmes ont osé porter plainte, le pourcentage reste très important et il ne faut pas oublier que des femmes meurent dans le cadre familial suite à ces violences :

En 2001 : 46 décès

En 2002 : 52 décès

En 2003 : 70 décès

En 2004 : 69 décès

En 2005 : 61 décès

Pour les deux premiers mois de 2006, déjà 15 décès.

Dans le cadre européen, le rapport du Parlement du 3 février 2006 sollicite la tolérance zéro dans toutes les violences faites aux femmes.

En fait, il ne s'agit pas d'une question de système, il s'agit davantage d'une question de mentalité et d'éducation.

En effet, les frustrations, les inégalités sociales et économiques, bien qu'aggravantes, ne sont pas les seules circonstances qui mènent à cette violence, puisque l'on peut considérer que les victimes appartiennent absolument à tous les milieux, du plus bas au plus haut de l'échelle.

Il reste donc encore énormément de choses à faire, surtout dans le monde de l'éducation, puisqu'un enfant qui a constaté ces violences reproduira systématiquement le même schéma quand il sera adulte. Il deviendra lui aussi violent et considérera cela comme normal puisque c'est ainsi qu'il a été élevé. Sa base d'éducation, c'est la violence.

Il faut donc voir comment faire tant dans le domaine éducatif, qu'auprès des médecins, des infirmières et de la police.

Il faut surtout dire aux femmes que porter plainte n'est pas s'attaquer bêtement à un homme, ce n'est pas de l'agressivité contre un homme, c'est de la défense pour qu'on nous reconnaisse le droit à être un être humain à part entière.

Vous allez maintenant entendre nos différentes intervenantes qui sans doute vous feront vibrer au moment de leurs témoignages.

Khady abordera un sujet dont on parle peut-être un peu moins mais qui existe également chez nous, l'excision qui se pratique aussi en France.

Je cède la parole à Gérard Cardonne qui va vous présenter nos invitées que je remercie d'être venues malgré ce mauvais temps.

Je vous souhaite une bonne soirée. Merci »

#### G. CARDONNE :

Pour commencer, je vais vous demander de rendre hommage à une femme qui est enfermée depuis quatre ans. Si vous voulez bien vous lever et respecter une minute de silence pour *Ingrid BETTANCOURT*. Merci.

C'est une étrange idée que de demander de ne parler des femmes qu'à l'occasion de la "Journée de la Femme". C'est un petit peu comme si on vous demandait de n'aimer votre mère que le jour de la Fête des Mères. On est à la limite de l'obscénité et j'ai envie de dire aux femmes : battez vous encore, battez vous toujours.

Ce qui est impressionnant, ce qui me fait peur, c'est que rien n'est gagné ni dans la parité, ni dans l'égalité, ni dans les droits déjà acquis. Il suffit de voir la condition de la femme dans les

deux tiers du monde. Même si en Occident on a souvent l'impression que nous sommes supérieurs aux autres, Claudine PIERRON vient de nous parler de l'Espagne...

L'homme a toujours été embarrassé vis-à-vis de la femme, mais cette diabolisation actuelle, cette pureté entre guillemets préconisée par certaines religions idéologiques et archaïques me fait penser aux haras, les pouliches qui courent entre les solives et à qui on dit vous êtes bien là dedans, vous ne pouvez pas en sortir.

Je vais souvent en Afghanistan et je peux vous dire que là-bas, on met en plus un voile sur la tête de ces pouliches.

Le mouvement "*ni putes ni soumises*" a soulevé un lièvre énorme. Il y a vingt ans, les réactions de violence envers les filles des cités ne se seraient pas produites. Mais, tout en régressant, on se dit que malgré tout, on avance un petit peu.

J'ai du mal à imaginer et à admettre que, quand je suis né, ma mère n'avait pas le droit de voter.

Alors, ne trouvez-vous pas qu'une "Journée de la Femme" par an seulement, c'est un peu mesquin ?

La rencontre de ce soir s'adresse donc aux femmes qui souffrent dans trop de régions du monde, sans exclusive : victimes de violences conjugales en France, de mutilations physiques comme l'excision en Afrique, de déni de démocratie par l'interdiction du droit de vote (l'Arabie Saoudite qui au prix du pétrole veut nous donner des leçons) ou encore du maintien à l'écart de l'école et du savoir dans de nombreux pays.

Quelque soient les écarts relevés, auxquels s'ajoutent les discriminations au travail que nous connaissons chez nous, ces souffrances et ces injustices sont inacceptables et perdurent du simple fait que certains hommes, certaines traditions d'un autre âge, des religions archaïques refusent toujours de considérer les femmes comme égales aux hommes.

Etre viril, c'est d'abord ne pas être dupe de soi-même. Le premier devoir d'un homme, c'est de s'identifier. Permettez-moi cette confiance : les femmes de ma vie m'ont montré quel homme je devais être. La première a été ma mère qui m'a appris qu'un homme qui ne pleure pas n'est pas un homme car il ne sait pas être touché au cœur. Les autres, les compagnes de mes jours, de mes nuits, m'ont doucement, parfois plus violemment, appris à vaincre cette lâcheté inhérente à ceux de mon sexe, plus habitués à biaiser avec la vie qu'à l'êtreindre, me faisant comprendre au passage que la vérité de soi, même douloureuse, est une arme imparable de sa propre construction.

Je dois avouer que j'aime quand les femmes sont sérieuses, extrêmement coquettes. Sérieuses dans le combat des femmes qu'elles mènent avec raison et coquettes parce que les femmes trop féministes finissent par avoir les seins qui s'aplatissent et franchement, c'est moche.

Si vous voulez bien, nous allons commencer en attendant l'arrivée de Khady, par une question un peu généraliste.

C'est vrai que je parlais de ces féministes qui, quand on les voit sur un plateau de télévision, semblent sorties d'un camp de concentration. Parfois même on a un peu peur quand on entend certaines déclarations à la radio ou à la télévision.

Mesdames, ne pensez vous pas qu'il existe un danger d'un féminisme rétrograde, celui qui amène toujours un féminisme éculé. Trop souvent, les journaux sont orientés uniquement sur la beauté, la cuisine, la famille. Je pense que les femmes ont accès à d'autres domaines.

Mme MHENNI :

Le féminisme en Tunisie est le même qu'en Europe et que dans tous les autres pays. C'est une question de société, d'éducation, de médias, tout ce que l'on voit à la télévision, tout ce que l'on essaye d'imiter comme la façon de s'habiller des autres.

Il y a un oubli de certaines valeurs et cela dégrade la femme.

G. CARDONNE :

Quelles sont les valeurs qui sont laissées de côté ?

Mme MHENNI :

La femme a autre chose à dire et à montrer que son corps.

G. CARDONNE :

Afin d'occulter une certaine face obscure dans notre façon de vivre, quels que soient le pays, la religion, la nationalité, l'idéologie, chacun trouve que son pays est formidable.

Il faut parfois avoir le courage de dire ce qui ne va pas dans le milieu où l'on vit. En occultant la face obscure, on occulte en même temps le côté très positif, l'un n'allant pas sans l'autre.

Je pense aux femmes immigrées qui doivent parler de leurs problèmes. Si elles gardent le statut qu'elles ont dans leur pays d'origine, avec leurs avantages, on ne voit pas le contrecoup dont on ne parle que dans les faits divers.

F. SIEFFERT :

Oui, vous pensez notamment aux femmes qui viennent de pays étrangers et qui sont soumises.

G. CARDONNE :

Oui, mais aussi des françaises.

F. SIEFFERT :

La pratique que j'ai puisque je suis chargée d'écoute et que je travaille depuis sept ans avec les femmes étrangères que j'accueille et qui sont là dans le cadre d'un regroupement familial, montre que ces femmes ont une double difficulté : celle d'être étrangères et celle d'être violentées.

C'est une double problématique. Chez elles, au pays, elles sont plus ou moins séquestrées de leurs droits, arrivées ici elles sont "reséquestrées" de leurs droits. C'est-à-dire qu'elles ont une double discrimination : celle de l'enfermement et celle de la méconnaissance de leurs droits.

G. CARDONNE :

A votre avis, par rapport à cette double séquestration, quel regard et attitude ont-elles vis à vis des femmes qu'elles voient aller normalement libres dans la rue ?

F. SIEFFERT :

Elles ne sortent pas de leur milieu qui est clanique et enfermant. Elles ne vont pas dans la rue, elles se trouvent séquestrées et surveillées par l'époux ou le compagnon.

Elles n'ont pas le temps de découvrir quoi que ce soit puisque les papiers leur sont enlevés et aucune demande ne nous est faite pour favoriser l'intégration. Elles vivent à nouveau dans un statut fusionnel, presque sous la tutelle de celui qui les a fait venir. Le problème perdure ici.

G. CARDONNE :

Madame MHENNI, vous voyez cela comment ?

Mme MHENNI :

Je suis présidente des *Femmes Tunisiennes du Bas-Rhin* et je suis en contact avec plusieurs femmes d'origine maghrébine. Je vous parlerai donc de ce que je vois, de mon vécu.

Dès qu'une femme musulmane arrive ici, automatiquement elle doit être séquestrée, violentée, le mari est coupable, il faut la sauver.

Certaines oui, mais pas toutes. Ce n'est pas parce que une femme est timide, qu'elle ne parle pas devant vous que c'est une victime. Il faut l'imaginer à la maison. Là, c'est elle le chef, ce n'est pas le mari. Le regroupement familial ne vous montre pas tout, et il faut savoir comment se passe la préparation à ce regroupement.

Vous avez une journée d'intégration au cours de laquelle on vous raconte l'histoire de France, la citoyenneté, et ensuite un entretien seule à seul avec un agent de l'OMI, le mari n'étant pas présent. On vous dit voilà vos droits, vous devez faire ceci et cela et vous signez un contrat d'intégration, c'est tout. C'est souvent terrible ! Pensez-vous que cet acte puisse se résumer à une seule journée d'entretiens ?

En fin de compte, souvent cette femme prétendue soumise et qui vous semble mesquine ne le paraît que parce qu'elle ne sait pas parler, elle ne possède pas la langue pour exprimer ce qu'elle ressent. Mais c'est elle qui gère la maison. Alors, Quand on dit femmes musulmanes, femmes battues, femmes violentées, maris machos, c'est faux. Dès qu'elles sauront parler, vous verrez tout ce qu'elles ont à dire.

Il est vrai toutefois que certains maris ne veulent pas qu'elles contactent les services sociaux. Pour eux, on peut parler de tout mais surtout pas d'assistante sociale qui ne ferait que montrer des droits que ces femmes connaissent déjà selon le pays d'où elles viennent.

Au cours de réunions, ce sont souvent ces femmes dites soumises qui m'apprennent mes droits.

G. CARDONNE :

Ce que dit Madame MHENNI est vrai. Il ne faut pas généraliser.

Si on prend le cas des femmes musulmanes il existe des *statuts de la femme* dans leurs pays d'origine. Dans les trois pays du Maghreb, entre la *moudawana*, le *code du statut personnel* et le *code de la famille*, c'est totalement différent, sans porter de critères de hiérarchie ou de race.

Il est évident que la Tunisienne, l'Algérienne, la Marocaine connaît ses droits. Je n'ose pas parler de la Soudanaise, de la Saoudienne ou de l'Afghane où là, on tombe dans le caniveau.

Celles du Maghreb connaissent les droits de leur pays. Elles font une correspondance comme avec une cloche. Elles tapent sur la cloche de la République française et écoutent le son rendu qui n'est pas le même que celui du pays d'où elles viennent.

F. SIEFFERT :

Oui, mais moi je parle des femmes qui se trouvent dans des situations extrêmes. Nous collaborons avec des caravanières qui viennent de la Méditerranée (elles seront ici au mois de

mai) et qui militent dans leurs pays. Nous sommes en relation permanente et on constate bien sûr que certaines femmes s'en sortent.

Nous sommes en attache avec la *ligue du droit des femmes du Maroc* et on voit bien que, dans ce pays, tout s'organise pour lutter. Il y a des mouvements qui sont en marche depuis très longtemps et elles arrivent à avoir des répercussions ici sur le sol français.

G. CARDONNE :

J'attendais Madame Khady KOÏTA qui vient d'arriver pour vous présenter nos différentes invitées :

- Madame Khady KOÏTA, d'origine Sénégalaise, auteur du best-seller "*Mutilée*".
- Madame MHENNI, Tunisienne, que vous avez déjà entendue et qui est Présidente des *Femmes Tunisiennes du Bas-Rhin*.
- SONIA, *témoin victime de violences*.
- Madame Franca SIEFFERT chargée d'écoute et d'accueil pour *SOS Solidarité Femme* à Strasbourg pour les violences conjugales et intrafamiliales.

Vous avez des pôles un peu différents mais comment, d'une façon générale une femme réagit-elle au mot violence et qu'entrevoit-elle dans ce mot ?

SONIA :

***Pour moi, le mot violence, c'est l'horreur dans sa généralité.*** Cela commence petit à petit et on ne sait jamais où cela finit et quand j'entends ce mot, j'ai froid dans le dos, qu'il s'agisse par exemple de violences routières ou de banales violences.

G. CARDONNE :

Et quand ce mot s'applique à vous ?

SONIA :

C'est très difficile à expliquer

F. SIEFFERT :

En tant que "genre femmes", on a des faits qui disent que tout cela est injuste. De par leurs statuts justement de femmes, elles sont dans une situation tellement difficile.

Pour certaines, la violence fait partie d'un quotidien complètement banalisé. Elles ont vu vivre plusieurs générations, leurs mères, leurs grands-mères dans l'acceptation qui est sans issue possible.

Cela fait partie d'un statut identitaire, de ce que la femme doit subir pour avoir accès, entre guillemets, au bonheur.

Mme MHENNI :

Ce que je vais vous dire va vous paraître bizarre, mais quand j'entends le mot violence, je ne pense pas à moi en tant que femme mais je pense à l'homme. A-t-il changé depuis l'Antiquité ?

G. CARDONNE :

C'est une façon élégante de nous renvoyer au machisme.

Madame KOÏTA, d'une façon générale quand vous entendez parler de violence envers les femmes, comment réagissez-vous et qu'est ce que cela signifie pour vous ?

Khady KHOÏTA :

Violences envers les femmes ? Souvent, ce n'est pas tellement envers les femmes.

*Dans certaines familles, la violence est un mode de vie.*

Il est vrai que ce sont souvent les hommes qui en sont les instigateurs, qui poussent à cette violence, peut-être quelque part par faiblesse, parce qu'ils n'arrivent pas à s'expliquer.

Mais pour moi, la violence c'est l'horreur, c'est un déstabilisateur qui brise le cœur, détruit mentalement une personne et traumatise à vie.

G. CARDONNE :

Comment pensez-vous que la condition féminine peut se manifester dans ces cas là en tant que femme, qu'individu, que cohésion féminine. Une femme n'est jamais seule en général, elle arrive à trouver une mère (bien que ce ne soit pas toujours le cas), une sœur, des amis, une association.

SONIA :

Moi, j'ai bénéficié de l'aide de l'Association pour sortir de la violence mais c'est difficile à exprimer.

F. SIEFFERT :

La cohésion peut se faire autour de l'écriture par exemple.

A travers l'ouvrage<sup>2</sup> qui a été fait, nous avons créé un groupe d'expression par l'écriture mais aussi la parole, notamment des rencontres collectives de femmes qui expriment tout ce qui tourne autour de cette horreur, de cette destruction, de leurs vies.

Quelle que soit l'histoire de leurs vies, l'écriture a rassemblé ces femmes et c'était formidable.

G. CARDONNE :

L'écriture pour elles c'est le fait de s'adresser aux autres. On n'écrit pas simplement pour écrire, mais pour parler aux autres, mettre un petit peu sur la table ce que l'on a sur le cœur et attendre peut-être que des personnes viennent à vous en lisant.

F. SIEFFERT :

Au départ, c'était pour soi-même, pour donner un sens à sa propre histoire et ensuite, c'était interpellé les autres pour leur dire : non, vous n'êtes pas seules, nous sommes un groupe de femmes qui avons pu le dire, vous pouvez être avec nous, vous pouvez vous aussi écrire, être avec nous, vous rassembler autour de ce qui peut nous préoccuper, dénoncer, avoir plutôt envie d'être du côté de la vie.

G. CARDONNE :

Madame KOÏTA, dans votre cas particulier, vous avez utilisé entre autres l'écriture.

Voulez-vous nous dire le thème que vous avez développé, pourquoi, jusqu'où vous êtes allée et à quoi cela vous a servi ?

Khady KOÏTA :

J'ai utilisé ce thème parce que c'est ma vie, je l'ai vécu.

Je suis d'origine sénégalaise et je vis depuis trente ans en Europe dont vingt deux à Paris.

Je suis arrivée ici à l'âge de quatorze ans, mariée. J'ai eu cinq enfants dont quatre sont encore en vie et j'ai vécu comme une femme émigrée, soumise, dans la violence conjugale tant verbale que physique et dans l'humiliation permanente.

J'ai commencé à travailler dans des associations en 1975, uniquement parce que j'avais eu la chance d'aller à l'école et de parler le français alors que mes compatriotes à l'époque qui arrivaient petit à petit ne le parlaient pas.

Je servais d'écrivain public et de traductrice quand par exemple elles allaient chez le médecin. Progressivement, j'ai pu constater que j'étais au courant de tout ce qui se passait dans les familles africaines autour de moi et, qu'en fin de compte, nous avions la même vie.

Que je sois allée à l'école ou non n'avait rien à voir. Nous étions toutes soumises, maltraitées et les hommes nous disaient que, ici, le mari est à la fois le père et la mère, il est tout et qu'il est interdit de parler à qui que ce soit, même au voisin. Nous restions enfermées, d'autant plus qu'à l'époque ces femmes n'avaient pas choisi d'être là. Elles sont venues parce qu'on les a amenées, on les a enlevées de leur brousse. Elles ont fait escale dans une grande ville, Bamako ou Dakar pour finir par atterrir à Paris pour être enfermées entre quatre murs, vivre dans une cité sans l'avoir souhaité et faire des enfants tous les ans. Si on a l'envie de rester un an sans faire d'enfant, la violence devient terrible à la maison. On se fait traiter de putain, de tous les noms horribles et imaginables et souvent devant les enfants.

Moi, j'ai vécu l'excision à l'âge de 7 ans, j'ai été mariée à 14 ans et j'ai atterri à Paris à un peu plus de 15 ans.

***Cette excision a été le détracteur de ma vie*** et je garderai sans doute ce traumatisme jusqu'au bout.

J'ai eu le courage dans les années 80 de suivre une femme malienne qui s'appelle *Kouba TOURÉ*. Nous étions toutes les deux interprètes dans les PMI et elle m'a entraînée dans cette association<sup>3</sup> parce que trois petites filles étaient décédées, vidées de leur sang, suite à l'excision.

En 1982, au journal de 20 heures, l'information tombe : la sauvagerie, la barbarie africaine. Nous avons été choquées et cela a retenu notre attention.

C'est notre tradition et si nos parents nous l'ont fait, c'est que sans doute cela était bien pour nous, ils ne voulaient pas nous faire de mal.

A ce moment là, notre petit groupe s'est posé la question du pourquoi de cette pratique.

Après toutes les recherches que j'ai faites, je me suis rendu compte que toute ma condition de vie tournait autour de cette mutilation qui ne concernait pas seulement une partie de mon corps, mais aussi une partie de mon cerveau. Etre femme signifie nous mutiler intérieurement, nous traumatiser et, dans notre éducation, même si cela n'est pas explicite, on nous a toujours dit que pour gagner le Paradis il fallait être esclave de son mari.

J'ai commencé à me révolter petit à petit, mais sans aller trop loin. Je me suis battue avec les moyens du bord et les premières ennemies que j'ai rencontrées et qui le sont encore aujourd'hui, ce sont les femmes.

Dans les années quatre-vingt, nous nous sommes bagarrées ici pour aider nos sœurs maghrébines dans les cas de mariages forcés.

A l'époque, je n'aurais jamais imaginé que cela puisse arriver ici avec les filles africaines. Je me disais tout simplement que, puisque nous sommes en France, nous allons forcément nous adapter et oublier certaines de nos traditions.

Depuis une dizaine d'années et plus encore depuis cinq ans, les mariages forcés sont là, ils détruisent des familles, créent des conflits de génération, entraînent des tentatives de suicides et des suicides.

L'excision a été pour moi et quelques femmes un fil pour ma lutte.

Nous ne sommes pas nombreuses ici, en France. Beaucoup de femmes luttent mais en silence. Elles n'osent pas se montrer. Il est vrai que nous-mêmes avons été agressées verbalement, jamais physiquement, il y a vingt ans. Des coups de téléphone même la nuit avec des insultes, surtout moi qui appartient à une famille religieuse. Je ne sais pas si vous savez ce que signifie appartenir à une famille religieuse africaine, a fortiori quand on fait partie des lignées spéciales ! Je ne regrette rien car les personnes qui nous insultaient alors sont celles qui aujourd'hui viennent nous féliciter. Mais le chemin a été long, très dur. En vivant moi-même cette violence, je me suis rendue compte que ma propre mère ainsi que mes grands-mères qui nous adoraient, l'avaient elles aussi vécue. Elles n'ont cependant pas connu la violence physique, mon père n'a jamais battu qui que ce soit, même les enfants, mais la violence verbale, la soumission, oui.

La femme n'ose pas parler, elle n'ose pas s'expliquer clairement.

Dans les capitales, la vie est complètement différente de celle de la campagne, mais **les femmes africaines qui vivent en Europe sont beaucoup plus soumises**. Nous avons dans nos têtes la peur du qu'en-dira-t-on. Si tu réponds à ton mari, si tu lui tiens tête, la famille derrière va te dénigrer et te créer des histoires énormes.

Grace à l'aide de quelques personnes, j'ai pu m'échapper de ça et continuer ma bataille. Mais **la violence n'a pas de classe sociale, pas d'ethnie, pas de race**, elle est partout et c'est là où on l'attend le moins qu'on la trouve. Aujourd'hui, on rencontre des femmes qui souffrent silencieusement dans leurs chairs, elles ne parlent pas.

Moi, j'ai souffert pendant des années. Puis un jour le choix a été soit continuer à souffrir, soit mourir soit vivre autrement. J'ai choisi de vivre mais à certains moments, je souhaitais mourir. J'ai pris des médicaments. Il y aura vingt ans l'année prochaine que j'ai perdu une petite fille dans un accident de voiture. Elle avait dix ans. La Mairie qui avait organisé le voyage au cours duquel l'accident s'est produit m'a laissé le choix du lieu de sépulture. Les grands parents voulaient qu'on la ramène en Afrique. La Mairie a pris en charge tous les frais avec en plus un billet d'avion pour moi. Mais, au dernier moment, la communauté masculine a jugé que ce n'était pas à moi mais à mon mari d'y aller.

A ce moment là, tout a été détruit en moi, je me suis dit soit je m'en sors, soit je meurs. Tout le monde était mon ennemi. Je me suis d'abord battue contre moi-même pour pouvoir ensuite me battre contre les autres.

Je reviens du Sénégal où j'ai rencontré des gens, et je garde en tête cette bataille pour que la mutilation s'arrête. On vous enlève le clitoris mais aussi une partie de votre cerveau, une partie de vous-même et le pire, le drame, c'est que cela est mis sur le compte de la religion et nous sommes tellement croyants dans notre pays que tout cela continue.

Dans ma langue maternelle, le mot excision signifie purifier, pouvoir prier. J'ai rencontré une femme âgée de quatre vingt dix ans qui ne savait même plus combien de petites filles elle avait coupées. Elle me dit qu'évidemment des petites filles étaient mortes mais jamais personne n'a dit que c'était elle qui les avait tuées. Etant très fatalistes et très croyants, on va chercher le bouc émissaire dans la famille, c'est le mauvais œil, les mauvais esprits, la méchanceté, mais jamais on ne remet en cause celle qui a utilisé sa lame de rasoir ou son couteau. Aujourd'hui, on coupe des petites filles de 7 jours !

Mme MHENNI :

Ce qui vient d'être dit est émouvant, c'est son vécu.

Heureusement que vous vous en êtes sortie. Félicitations pour votre courage et votre volonté.

Il n'y a pas que des femmes qui sont contre vous, il y en a qui sont avec vous.

Avant tout, je voudrais dire pourquoi la violence ?

Moi je dis que c'est une maladie qui a une cause.

Quand les hommes immigrés sont arrivés ici, au début des années soixante, ils avaient gardé la mentalité de leurs pays d'il y a cinquante-soixante ans. Ils ont voulu vivre dans ce pays de démocratie, d'ouverture, tout en gardant leurs traditions. Leurs pays ont changé, se sont développés, mais eux sont restés comme ils étaient à leur arrivée.

Ils ne sont en contact ni avec le modernisme de leurs pays ni avec le développement du pays d'accueil.

Quand ils amènent leurs femmes, dans le cadre du regroupement familial, ils veulent dès le début montrer leur autorité absolue afin que ces femmes ne bougent plus.

Ils ont oublié que, quand elles arrivent du Maghreb, ces femmes sont différentes de ce qu'étaient leurs mères. Elles rêvent d'un certain modèle de femme et dès le début elles mettent des bornes. Elles se confrontent alors à une révolte, à une forte personnalité liée au fait que ces femmes ont vécu le modernisme ou le changement social de leurs pays qui n'est plus celui d'il y a trente-cinq ans.

***Pour l'homme oriental, Arabe ou Maghrébin, la violence dans le foyer est une fatalité, c'est le destin.*** C'est comme ça, il faut accepter et se soumettre.

Mais la femme connaît ses droits, elle se sent à l'égal de l'homme; il y a donc une confrontation entraînant une violence aiguë.

Avant, il y avait toute la famille (les parents, les frères, les sœurs) qui essayait de concilier mais, ici, le couple se retrouve seul, personne ne peut les aider. Ils n'ont suivi ni le progrès ni l'évolution.

#### G. CARDONNE :

Madame Mhenni, vous parlez de leur culture, de leur vie, mais on ne peut pas mettre la violence uniquement sur ce compte là. Des malades, il y en a aussi chez nous, la bêtise est universellement répandue.

Dans ce même cadre, je voudrais parler du mariage car, pour une femme, c'est tout de même le symbole de la création d'une famille, de la perpétuation de l'humanité.

Nous savons que les mariages forcés existent. En France, dans quatre mois, après le baccalauréat, il y aura une foule de petites filles de 15/16 ans qui vont partir en vacances dans les pays d'Afrique où elles seront mariées d'office. On réussit à en récupérer quelques unes mais c'est comme un filet à poissons, il y en a qui passent au travers.

Face à cette espèce d'enfer quotidien qui menace ces jeunes filles, les femmes ne se sentent-elles pas coupables et honteuses de ce qu'il leur arrive ?

Je connais bien les pays du Maghreb, d'Afrique et l'Afghanistan et très souvent j'ai entendu parler de honte.

#### Mme MHENNI :

La honte, c'est quand elles ne sont pas mariées. Chez nous, c'est un déshonneur. Une femme peut-être Présidente de la République, si elle n'est pas mariée, elle n'est rien.

Le mariage est un statut social. Toute l'éducation tourne autour de cela. Mais le mariage d'aujourd'hui n'est plus le mariage de nos grands-parents, de nos parents ni même le nôtre. Les mariages arrangés existent partout. Je suis sûre que le Président d'EDF ne donnera pas sa fille à n'importe qui. Il voudra arranger un mariage avec quelqu'un de son milieu, avec des contrats.

Mais il faut chercher les causes de ces mariages arrangés, de cette violence, il faut savoir pourquoi, c'est cela le plus intéressant.

Pourquoi certaines familles sont-elles obligées d'arranger un mariage ?

Il y a un malaise social en France et certaines familles maghrébines se sont rendu compte qu'il y a vraiment comme une frontière, quelque chose qui bloque. Elles veulent inculquer des valeurs comme dans les familles de toute nationalité. Nous aimons tous avoir une bonne fille, qui écoute, qui est modeste, qui réussit ses études. Mais, pour une fille maghrébine, il y a d'autres valeurs qui ne sont pas pour autant contre les valeurs françaises.

Quand on dit à une petite fille, si ton père ou ta mère te tapent, quitte la maison, va dans un foyer, on te donnera de l'argent, il serait préférable de parler avec les parents, les éduquer, les orienter, les soutenir, rassembler la famille. Quand une jeune fille va dans un foyer, elle n'ose plus ensuite revenir à la maison, elle a honte.

Les services sociaux, les éducateurs font un travail impeccable mais il faut responsabiliser les parents. Quand les voitures ont été brûlées, qu'a-t-il été dit après ? que la présence des parents était préférable. Il faut laisser l'autorité aux parents. Ce n'est pas parce qu'on retire un enfant du milieu familial que tout va rentrer dans l'ordre.

#### G. CARDONNE :

Je rejoins assez ce que vous dites. Je suis très impliqué dans le milieu maghrébin. Je me souviens d'un vieil ami algérien qui me répondit un jour alors que je lui faisais remarquer que son fils faisait des bêtises : "que veux-tu que je fasse, je suis ici en France. Si j'étais dans mon pays, il prendrait une raclée. Ici, si je le touche, j'aurai un juge sur le dos".

#### Mme MHENNI :

Il y a aussi des français qui battent leurs enfants, qui les enferment dans des placards, c'est universel.

Je pense qu'il y a éducation et éducation. Il faut faire la différence entre éduquer et maltraiter. Nous, les familles africaines, d'Afrique Noire ou maghrébines, quelque part, nous avons oublié ce qu'étaient les valeurs et les principes de base.

#### Khady KOÏTA :

C'est vrai mais moi, aujourd'hui, je suis convaincue que, dans certaines familles, si je ne sépare pas la jeune fille de son milieu pendant six ou neuf mois, rien de bon ne se passera, il faut que je l'enlève de là où elle est. Après seulement je commence ma médiation avec la jeune fille et sa famille.

Il est vrai qu'il y a quelques années, les assistantes sociales ont fait beaucoup de dégâts. Aujourd'hui, elles se rattrapent. Dire que le fait de gifler un enfant peut entraîner de la prison, c'est exagérer.

Dans l'éducation africaine, c'est toute la famille qui élève un enfant. Avant-hier, j'étais encore au Sénégal. Nous étions toutes assises devant les portes et une petite fille a fait une bêtise. Un voisin lui a donné une fessée, l'a ramenée à sa mère en donnant les raisons de son geste.

Cela est cependant en train de changer. Certaines mères de la jeune génération ne veulent pas que l'on touche à leurs enfants et cela entraîne des confrontations. C'est le cas d'une de mes belles-sœurs qui accepte difficilement ce mode d'éducation mais elle n'ose rien dire.

***Un enfant doit rester un enfant.*** Les Européens veulent mettre l'enfant là où n'est pas sa place.

En 1989, j'ai fait partie d'un groupe de travail avec Madame *Yvette ROUDY*, sur "les droits de l'enfant". Une amie malienne, décédée aujourd'hui, a demandé pourquoi les enfants ont-ils autant de droits et où sont les devoirs ?

J'ai déménagé en Belgique il y a une dizaine d'années, à l'époque de l'affaire DUTROUX.

En rentrant de l'école, ma fille me dit un jour qu'une avocate était venue en classe pour demander aux enfants s'ils n'étaient pas battus à la maison. J'ai répondu que j'étais prête à recevoir chez moi la maîtresse, l'assistante sociale et le juge.

En Afrique, les enseignants font aussi partie des éducateurs.

Les enfants que nous voyons ici dans les banlieues, nous les avons nous-mêmes créés en délinquants parce que nous n'avons pas su prendre les responsabilités qu'il fallait au bon moment.

Un enfant ne s'éduque pas à quatre ans, c'est dès qu'il commence à manger, après, il est trop tard et c'est l'enfant qui nous éduque. C'est très compliqué. Une femme africaine n'est jamais seule pour éduquer son enfant.

Quand vous allez dans pas mal de familles, le mari est dans les foyers, chez les copains ou il fait autre chose mais il ne s'occupe de rien. Mais cette semaine, j'ai remarqué que la nouvelle génération (comme mon frère par exemple) commence à accompagner les enfants à l'école, à participer à son éducation.

Dans la brousse, l'enfant peut tomber malade, tout avoir, c'est toujours la mère qui s'en charge. Si l'enfant devient délinquant, la faute retombe sur la mère et si par malheur une fille se retrouve enceinte avant le mariage, c'est encore la mère qui trinque.

Vous avez parlé de culpabilité. Mais ce sont les parents qui culpabilisent les enfants : "si tu n'acceptes pas ce mariage, tu vas nous déshonorer, déshonorer toute la famille".

Chez nous, les parents disent : "tu ne dois pas épouser un blanc sinon tu vas perdre nos traditions". Il y a des hiérarchies qui font que chacun (le beau-fils, la belle-fille) a un rôle, une place à respecter dans la structure familiale.

Ici, le couple c'est uniquement Monsieur et Madame alors que chez nous, quand on se marie, on épouse la famille qui a droit de vie et de mort sur toi. C'est le schéma que l'on essaie de reproduire ici et pour nous, parents, c'est un manque de dialogue parce que nous n'avons pas été éduqués dans ce sens là.

Mais l'Afrique bouge très vite, si vite que pour nous, vu d'ici, nous ne comprenons plus rien et nous ne savons pas comment les rattraper.

#### F. SIEFFERT :

Au sujet des mariages forcés, nous avons une expérience à Strasbourg. Nous menons un observatoire par rapport à la violence faite aux femmes.

Sur Strasbourg, on s'aperçoit qu'en fin de compte, sur l'année 2005, nous avons eu vingt cinq demandes de très jeunes filles. **La catégorie des femmes victimes de violence rajeunit de plus en plus** et les plus représentées sont les dix-huit/trente quatre ans. Dès l'âge de dix-huit ans, certaines sont soumises à des mariages forcés.

Il ne s'agit pas de séparer des familles, mais à un moment donné de sa vie, la jeune fille n'a pas d'autre alternative que de quitter sa famille pour pouvoir dire qu'elle est contre ce mariage forcé.

Pénalement, si la jeune fille porte plainte, dans notre juridiction actuelle, les parents peuvent être poursuivis.

Beaucoup de jeunes filles se rebellent mais elles ne peuvent pas couper définitivement avec la vie qu'elles ont eue.

A un moment donné, les filles ont reçu des menaces de mort très fortes. Si ce n'est pas le père qui les frappe, ce sont les frères qui sont alors destinataires de l'autorité.

Il faut donc simplement permettre à ces filles d'être en sécurité.

Les premiers retours d'expériences que nous avons prouvent que quand les jeunes filles sont éloignées un moment, elles peuvent revenir pour dire quelque chose.

Il s'agit également de protéger le reste de la fratrie. Nous ne leur demandons pas de renoncer à leur famille, de tout couper, de renier dix-huit ans de leur vie, de leur culture. Il s'agit de s'opposer au fait d'être mariée de force.

Khady KOÏTA :

Moi je pense qu'il faut surtout aider ces femmes à se reconstruire. En effet, même si certaines jeunes filles utilisent nos systèmes associatifs uniquement pour avoir un peu de liberté, la majorité a vraiment besoin de nous. Il faut donc les suivre, leur donner une orientation.

Dans certains milieux, on considère qu'une fille qui a le baccalauréat ou le brevet n'a besoin de rien d'autre. Mais ces filles doivent avoir un métier. Je leur dis toujours que, plus tard, elles ne doivent pas tendre la main à leur mari en attendant qu'il donne l'argent pour le pain.

Le problème vient de nous, les femmes, qui transmettons, qui perpétons les traditions. Nous nous accrochons à l'image du jour où nous avons quitté notre pays. Mais notre pays avance très vite.

Ici, quand un Maghrébin dit à sa fille de ne surtout pas ramener un Noir, le Noir dit à sa fille de ne surtout pas ramener un Arabe. Ce sont pourtant deux communautés qui peuvent vivre ensemble puisque la religion est souvent la même.

Quand on m'a demandé pourquoi je ne portais pas le voile, j'ai répondu que le voile n'était pas mon habit traditionnel. Je suis musulmane pratiquante mais, chez moi, on ne porte pas le voile, on porte un foulard et chacun a son habillement.

Il faut arrêter de leurrer nos enfants. Je demande aux familles africaines d'arrêter de dire à leurs enfants qu'ici ils ne sont pas chez eux. C'est faux. Moi, je ne suis pas chez moi, encore que j'aie vécu plus longtemps ici que dans mon pays d'origine, mais mes enfants sont des Français qui ont la chance d'avoir une double culture. Nous devons parler à nos enfants, dire d'où nous venons, qui nous sommes.

On montre toujours la pauvreté, la misère de l'Afrique mais, dans certains de ces pays, il y a des personnes qui vivent bien mieux que nous.

Mme MHENNI :

Quand on inculque à un enfant son identité, il s'intègre mieux dans son pays d'accueil. C'est un enfant fier de ses origines, qui s'épanouit. Il a sa personnalité et il accepte facilement autrui. S'intégrer c'est garder son identité et accepter l'identité de l'autre.

Quand l'OMI raconte l'histoire de la France en cinq minutes, ce n'est pas suffisant pour faire tomber amoureux de la France.

C'est un travail des services sociaux qui, c'est vrai, ont fait des dégâts mais aussi beaucoup de choses positives.

G. CARDONNE :

Il ne faudrait pas que le débat dérive, ce n'est qu'une des origines de la violence.

Chacune dans votre cas, que pensez-vous de celles et de ceux qui vous ont fait subir cette violence ?

SONIA :

Jusqu'à présent, il a surtout été question des étrangers.

Moi, je suis Française de souche et je me suis mariée à vingt ans avec un Français d'origine italienne venu en France très jeune, donc élevé en France mais qui ne s'est jamais senti Français. Il a toujours dit que ses parents lui avaient imposé la nationalité française.

J'étais jeune et amoureuse. Au début, tout s'est relativement bien passé, bien qu'il ait toujours été très jaloux, même encore aujourd'hui alors que nous sommes divorcés.

Progressivement, il m'a isolée de toute ma famille, de mes amis, de mes connaissances. Cela s'est passé d'une façon insidieuse et je ne m'en suis pas rendu compte sur le moment, seulement par la suite.

Il y a eu les premiers coups, les premières gifles.

Nous avons eu un premier enfant. Il y tenait beaucoup car nous avions une entreprise et il voulait la transmettre à son descendant. Nous avons eu un fils et à partir de ce moment, il avait ce qu'il avait souhaité, la violence physique a vraiment commencée. Il n'avait plus besoin de moi. Il m'a démolie physiquement et moralement il m'a piétinée. Moi je n'ai pas réagi parce que je l'aimais toujours.

Nous avons eu deux autres enfants qu'il ne souhaitait pas.

J'ai été opérée de nombreuses fois suite aux coups, j'ai perdu un œil.

Il était tireur sportif et il avait donc des armes de forts calibres à la maison. Un jour, je me suis retrouvée à terre avec un 357 magnum chargé sur la tempe et là, j'ai vraiment cru qu'il allait me tuer.

Je ne savais vraiment plus comment faire. Il fallait que je parte. Je ne savais pas qu'il existait des associations. J'étais seule. Aucun voisin n'a réagi. Personne n'a bougé et je ne voyais plus la famille depuis des années.

Je l'ai quitté une première fois en prenant mon enfant de cinq semaines et ma petite fille de treize mois. Mon mari avait gardé notre fils aîné âgé de onze ans pour me faire du chantage.

Il croyait que je ne porterais pas plainte. Il me dominait tellement qu'il n'a jamais pensé que j'oserais le faire.

Je me suis rendue au commissariat de la petite ville dont il était originaire. J'avais un certificat médical avec quinze jours d'ITT, ce qui rendait mon mari passible de prison. Le policier qui m'a reçue m'a signalé que le fait de porter plainte ne pourrait que m'attirer des ennuis et il n'a pas pris ma plainte, il n'a enregistré qu'une main courante et dans l'état où j'étais, je n'ai rien fait de plus.

Je suis rentrée à la maison pour retrouver mon fils aîné et j'y suis restée environ un an jusqu'au jour où mon grand fils m'a dit qu'il préférerait être séparé de moi plutôt que de venir me voir au cimetière. Il craignait que son père me tue. Ce jour là, j'ai tout quitté et je suis partie.

Aujourd'hui, mon mari ne sait pas où j'habite. Il n'a ni droit de visite, ni droit de garde.

Il m'écrit régulièrement par l'entremise de mes sœurs. J'ai des menaces de mort mais pour Noël ou les anniversaires, je reçois également des fleurs, des chocolats, des bijoux et même des lettres d'amour. Et cela dure depuis treize ans !

Mais, il a juré que, quoiqu'il arrive, il me trouvera et me tuera et je suis certaine qu'il le fera.

J'ai reconstruit ma vie, je suis heureuse avec mes enfants, je suis sereine, je vis bien, je n'ai pas vraiment peur de me retrouver en face de lui, même si je ne sais pas comment je réagis.

G. CARDONNE :

Que pensez-vous des gens qui vous ont fait subir cette violence ?

SONIA :

Je n'ai plus ni haine ni rancune.

A un moment donné, j'ai mis de l'indifférence entre mon ex-mari et moi, il n'existe plus. Il faut arriver à ne plus rien éprouver, bien qu'au fond de moi je l'aime peut-être toujours. C'est pourquoi j'ai toujours refusé de le revoir après notre rencontre pour la conciliation soit un an après notre séparation.

***Il est impossible de reconstruire si l'on éprouve de la haine.*** Il faut oublier, passer à autre chose.

G. CARDONNE :

KHADY, dans votre cas particulier, avez-vous eu l'occasion de rencontrer des proches avec qui vous avez pu parler ?

Khady KOÏTA :

Oui, mais quand j'étais dans la violence, personne ne voulait m'écouter.

Moi, je n'ai jamais aimé mon mari, puisque je ne le connaissais pas, je ne l'avais jamais vu.

Un jour, on m'a dit voilà celui qui sera ton mari et tu finiras bien par l'aimer. Mais pour moi, cela n'est jamais arrivé.

Aujourd'hui, ma seule vengeance est de le croiser, d'être en bonne santé, de m'être battue pour que mes enfants fassent de bonnes études et que maintenant, il a besoin d'eux pour survivre puisque, dans la culture africaine, les enfants doivent aider les parents.

Je n'ai pas gardé de haine.

Ce qui me paraît très difficile, c'est le cas de SONIA qui, au fond d'elle-même, a encore peur, elle ne sait pas comment elle pourrait réagir.

A un moment donné, j'ai eu la haine, c'était tu me tues ou c'est moi qui te tue, mais je n'avais jamais eu le moindre sentiment pour cet homme. C'est différent quand on aime quelqu'un, cela doit être terrible.

G. CARDONNE :

J'étais en Tunisie dernièrement et j'ai vu dans les journaux l'histoire d'un homme qui a été emprisonné parce qu'il avait battu sa femme. Qu'est-ce que la femme pourra éprouver quand il sera libéré ?

Mme MHENNI :

Je n'ai pas vécu la violence, ni avec mes parents ni aujourd'hui.

La violence est une question de personnalité et de révolte. J'ai toujours eu un esprit de révolte, je ne me laisse pas marcher sur les pieds, je ne plie pas l'échine. Il ne faut pas laisser la violence s'approcher de vous, il ne faut jamais se soumettre.

Khady KOÏTA :

Dans certains couples, la violence est naturelle, le mari se prend pour Dieu le Père, c'est comme un seconde nature, il a été éduqué dans ce sens là et la femme a été éduquée pour ne rien dire.

*Il ne suffit pas de se dire une révoltée, la pression sociale et familiale empêche la révolte des femmes.*

Mme MHENNI :

Dans les pays du Maghreb, tout avance, tout bouillonne, la femme essaie d'être l'égale de l'homme. Avant, la violence du mari était une fatalité, on l'acceptait.

Aujourd'hui, la femme a des droits que l'on essaie de faire connaître, elle dit non et elle porte plainte, ce qu'elle ne pouvait pas faire avant.

G. CARDONNE :

En Tunisie, au niveau des droits et de l'évolution de la société, près de soixante pour cent des juges sont des femmes.

F. SIEFFERT :

*Même si on est révoltée, quand la violence s'installe, elle le fait très subtilement, très doucement, comme si de rien n'était.*

Cinquante pour cent des femmes que nous accompagnons appartiennent à des milieux très aisés, occupent des postes de direction, connaissent leurs droits. Mais à un moment donné de leur vie, elles vivent cette violence, pas forcément par des coups, comme le cas de celle dont le mari qui, chaque soir en rentrant, enlève systématiquement tout ce qu'elle a mis en place dans la journée, dans le silence et l'indifférence totale.

*C'est une spirale sans fin qui se situe entre espoir et désespoir.*

Dans le livre que nous avons écrit, on voit bien comment la violence s'installe insidieusement.

G. CARDONNE :

Vous nous avez exposé vos cas respectifs, selon votre contexte national, religieux, ethnique. Pensez-vous qu'au stade où vous en êtes aujourd'hui, vous pouvez encore avoir des rêves, sans trop de mémoire ?

SONIA :

Il y a treize ans, j'ai tout simplement décidé de tourner la page.

J'ai volontairement oublié tout ce qui s'est passé avant.

Pour témoigner dans le livre, j'ai répondu oui tout de suite, mais il a fallu me remémorer et j'ai écrit en deux soirs, après cependant avoir attendu plus de huit jours pour commencer et j'en ai voulu à Franca, parce que j'avais tout occulté.

Maintenant, j'ai à nouveau fermé la porte et j'ai des rêves.

Mme MHENNI :

Bien sûr que l'on peut rêver, il faut avancer et ne jamais regarder derrière.

Khady KOÏTA :

*Le rêve, c'est l'espoir quand il n'y a plus rien.*

On ne peut pas oublier, surtout quand il y a des enfants qui nous le rappellent tous les jours, il y a les circonstances, d'autres personnes qui sont là également. Alors, on ravale tout ce qu'on l'on a subi et on le garde au fond de ses tripes pour pouvoir aider les autres et cela forge une personnalité, permet d'avancer.

Moi, je rêve simplement qu'un jour, on nous traite enfin en êtres humains.

G. CARDONNE :

Merci.

Si vous souhaitez poser des questions à nos intervenantes, je vous demande de le faire avec beaucoup de sensibilité étant donné les cas assez extrêmes que nous venons d'évoquer.

## QUESTIONS SALLE

Yasmina BENCHORA SADARNAC :

J'ai eu le plaisir d'habiter le Sénégal et je comprends ce que veut dire Madame KOÏTA quand elle parle de la structure religieuse. Il y a deux familles importantes les *Mourides* avec pour ville sainte Touba et les *Tidjanes*. Pour les filles de ces grandes familles, le rôle social est très lourd à porter pour ce que l'on appelle les femmes soumises.

Madame MHENNI dit toujours la même chose, à savoir qu'il faut comprendre les pauvres hommes immigrés.

Pour ma part, quand j'ai pris position contre le port du voile, cela a été très dur pour moi. Les communautés religieuses de Strasbourg et d'ailleurs ne comprenaient pas que je puisse prendre la défense de la laïcité, de l'école républicaine, en disant que les filles ne devaient pas porter le voile. Mais je me suis engagée et j'ai expliqué pourquoi. Que celles qui choisissent de le porter le fassent mais je signe la loi pour qu'aucune n'y soit obligée.

Vous mettez en avant la Tunisie, mais aujourd'hui en Tunisie, il y a une récession des droits ainsi qu'en Algérie et au Maroc. Il y a une marche en arrière plutôt qu'une marche en avant.

Si aujourd'hui nous devons construire un avenir, ce sont les femmes qui doivent se soutenir entre elles. Qui sont ces hommes dont nous parlons ? Ce sont ceux que nous mettons au monde et c'est à nous de leur donner une éducation, de ne pas les idolâtrer et de leur apprendre à aimer celle qui partagera leur vie.

Pourquoi les femmes aujourd'hui se comportent-elles comme des hommes ?

Quand les enfants grandissent sans famille autour d'eux, (grands-parents, cousins, tantes), ils n'ont pas de références.

Mais il faut reconnaître que les mariages forcés sont une plaie. Cet été, dans la cité où j'habite, deux jumelles mineures sont parties avec leur père en Algérie où il les a mariées.

Un changement dans la Constitution algérienne de la famille dit qu'aucune fille ne doit passer devant l'Imam avant d'avoir signé son acte de mariage à la mairie.

Eh bien, le père de ces deux filles a soudoyé quelqu'un pour faire d'abord le mariage religieux et ensuite le mariage civil alors qu'elles n'ont pas dix-huit ans.

Quand ils sont rentrés en France, ils ont fait une demande de regroupement familial pour les deux maris !

Les autorités devraient mieux veiller à cela.

Je crois beaucoup plus à un réseau de solidarité entre les femmes, avec des positions communes et que chacune vive sa liberté.

Il serait plus judicieux et intelligent qu'au moment des élections les femmes donnent leurs conditions à ceux qui demandent leurs voix.

#### F. SIEFFERT :

Il n'y a pas que les femmes qui doivent éduquer, les hommes aussi.

J'ai rencontré des étudiants de vingt/vingt-deux ans qui se demandaient où les femmes mettaient les hommes aujourd'hui. Ils trouvent difficile de venir à notre rencontre dans notre combat. Ils ont du mal à se situer bien qu'ils aient envie d'être avec nous, de nous aider.

#### Khady KOÏTA :

Des réseaux, oui bien sûr nous en avons, mais dans certains endroits du monde aujourd'hui, les femmes cherchent plus à trouver comment manger, soigner les enfants qu'à autre chose.

***Les hommes et les femmes sont complémentaires.*** Nous devons pouvoir nous asseoir et parler ensemble.

J'ai dit devant quatre cents personnes que, dans la religion musulmane, une femme n'a pas le droit de célébrer un mariage, pas le droit d'être Imam. Mais ce Grand Juge, c'est bien elle qui le met au monde, qui l'éduque et, quand il est devenu adulte, il l'humilie. Nous devons faire un travail sur nous-mêmes, changer de mentalité.

En 2003, les pays africains ont signé une convention sur la violence faite aux femmes qui s'appelle le "***Protocole de Maputo***", entré en vigueur le vingt-six novembre dernier et qui est un additif à la charte des Droits de l'Homme.

S'il était appliqué, cela serait extraordinaire, mais quand ?

Il y a beaucoup de choses que nous devrions faire ensemble et nous, femmes issues de l'immigration, nous avons besoin que les femmes françaises de souche nous expliquent qui elles sont.

On nous demande de nous intégrer. Mais je ne sais pas ce que cela veut dire. S'il y a intégration, elle doit être réciproque.

Il faut aussi remercier de temps en temps les féministes. Rien n'est acquis d'avance. Les Françaises ne votent que depuis soixante ans alors que ma mère a toujours voté automatiquement.

Mme MHENNI :

Je suis d'accord sur le fond, mais il y a des nuances.

Puisque ce débat se place dans le cadre de la "Journée de la Femme", je voudrais adresser un petit mot à tous ceux qui organisent des manifestations culturelles. Il faut cesser de demander systématiquement aux femmes maghrébines de préparer du couscous et du thé. Nous sommes plus que cela et nous avons d'autres choses à dire, nous savons faire autre chose que la cuisine.

INTERVENANTE SALLE :

En parlant des Droits de la Femme, vous pouvez peut-être m'aider.

J'ai une nièce d'origine alsacienne qui a connu à Paris un Tunisien. Elle était très amoureuse, ils se sont mariés en Tunisie et ont eu deux charmants enfants. Tout semblait bien se passer.

Avant le mariage, j'avais demandé au jeune homme ce qu'il pensait de la *Charria*. Il était pour. J'ai mis ma nièce en garde, mais elle le disait très tolérant.

Elle a appris l'arabe, a tout fait pour que ses enfants aient la double culture. Cela a duré treize ans.

A l'occasion d'un séjour d'un mois dans la famille du jeune homme en Tunisie, il est rentré en France quelques jours avant ma nièce. Quand elle est revenue elle aussi en France, l'appartement était complètement vide. Il a dit qu'il préférerait une femme du "bled" et qu'il n'était plus amoureux d'elle.

Aujourd'hui, il ne lui donne que le minimum légal, soit cent euros par enfant. Elle exerce une profession libérale à son compte et a du mal à joindre les deux bouts, alors que lui a cinq maisons en Tunisie, dont une en copropriété avec elle. Il est parti avec tous les papiers et là-bas, on lui dit qu'il n'y a rien à faire, qu'elle ne peut pas faire reconnaître ses droits, son mari n'étant pas d'accord. Elle occupe cette maison l'été, mais il paraît que légalement il a le droit de prendre les enfants et de les scolariser au pays.

Mme MHENNI :

Comme tous les divorces, c'est un cas personnel. Ce n'est pas spécifique à un Tunisien, cela peut se produire quelle que soit la nationalité. Il suffit qu'elle prouve au juge grâce à des papiers qu'elle a participé à construire cette maison.

Moi, je jouis de ce droit, je ne vois pas pourquoi les autres ne le pourraient pas. Je suis une femme épanouie et j'ai le droit de le dire. Je ne représente que mon expérience et celle des autres, mais je ne représente pas un Etat

INTERVENANT SALLE :

Y-a-t-il des choses à faire contre l'excision ?

Khady KOÏTA :

Oui, il y a beaucoup de choses à faire.

Nous sommes parties au Mali les vingt et un et vingt deux février dernier. Nous poussons le gouvernement malien à voter une loi parce qu'il y a quatre vingt douze pour cent des femmes maliennes qui sont mutilées. Au Sénégal, il y en a vingt pour cent et l'ethnie majoritaire (les Wolofs) ne la pratique pas. Les ethnies qui la pratiquent à cent pour cent sont celles qui sont à soixante dix pour cent immigrées en France. Dans la corne de l'Afrique, ils pratiquent l'infibulation. C'est une vraie catastrophe. On enlève le clitoris, les petites lèvres et les grandes lèvres et l'on rejoint les moignons en les cousant ou en les collant avec des résines.

On bande les cuisses de la petite fille pour qu'elle ne puisse pas bouger pendant que tout se referme et on laisse seulement un petit orifice.

Cela se passe à Djibouti, en Somalie, en Erythrée, en Ethiopie, au Soudan et à quatre vingt dix sept pour cent en Egypte.

L'excision ne se pratique pas seulement en Afrique Noire chez les Musulmans, les Chrétiens, les Animistes, tout le monde le fait. En Egypte, c'est le cas des Coptes.

L'excision se fait aussi au Yémen, dans une bonne partie de l'Indonésie où elle a été utilisée comme arme de guerre aux îles Moluques.

Aujourd'hui, toute la partie de l'Afrique de l'ouest a des lois qui sont appliquées : la Guinée, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Mauritanie, le Burkina Faso qui est une référence pour la lutte contre l'excision. Le Mali fortement concerné n'a pas de loi, les autorités prétendant ne pas encore être prêtes. Nous avons donc demandé à *Emma BONINO*<sup>d</sup> de se rendre là-bas où une conférence s'est déroulée il y a deux semaines à Bamako et les autorités ont constaté que leur propre population demandait une loi. Les associations en ont besoin pour avoir un appui fort quand elles viennent parler de santé, expliquer les méfaits et les dégâts dus à l'excision qui est liée à la mortalité infantile et maternelle, aux maladies fistuleuses.

Aujourd'hui, l'Afrique bouge vraiment sur la question. Il y a des campagnes de sensibilisation mais il faut aussi aller à la source. Dans les villages, les gens ne bougent pas, ils ne voyagent pas et les grands-mères sont très dures. Il faut faire un vrai travail de fourmi et certains endroits sont difficiles. Nous faisons des collectes pour offrir des motos au Mali, au Bénin, au Burkina, pour le Sénégal, il faut des véhicules tout terrain.

Pour les aider du mieux possible, nous allons dans les villages pour former des relais et créer des cases à palabres où les femmes peuvent se retrouver pour parler, pour vider leurs cœurs quand les hommes ne sont pas là, elles se réconfortent entre elles.

Je reviens du Sénégal où j'étais avec une amie belge. Nous avons envie de créer un grand centre d'accueil parce qu'il y a des jeunes filles de treize-quinze ans qui tombent enceintes et sont rejetées par les parents. Elles s'enfuient et se retrouvent dans les grandes villes livrées aux réseaux de prostitution. Au mois d'avril, j'étais dans des villages très lointains où les habitants demandaient vraiment ce genre de centre pour y envoyer les jeunes.

Nous cherchons donc des fonds pour monter ce centre qui servira à l'alphabétisation, la formation et à aider les enfants de la rue, tant filles que garçons.

INTERVENANT SALLE :

Je ne suis pas en désaccord avec l'optimisme à condition que l'on mêle l'optimisme de la volonté avec le pessimisme de la raison pour reprendre *Antonio GRAMSCI*. Je pense qu'il faut en effet se méfier de l'optimisme béat, les choses n'étant jamais gagnées d'avance et il faut aussi se méfier de l'eurocentrisme. Le mouvement est universel : plus de scolarisation des femmes, plus d'emplois des femmes, plus d'autonomie des femmes sur l'ensemble des continents. Sur un certain nombre de points, l'Europe n'a pas de leçons à donner.

Si les choses ont changé, ce n'est pas parce que des politiques ou des institutions, aussi bien nationales qu'internationales, ont pris des mesures.

C'est fondamentalement pour deux raisons :

D'une part, la mobilisation individuelle de toutes les femmes qui ont poursuivi des études, se sont engagées dans des activités professionnelles même quand cela était mal vu et cela démarre en France au début des années soixante, un peu plus tard au Japon.

Cette mobilisation collective a conforté les femmes dans leur volonté de faire des études, de travailler, d'être indépendantes.

Malgré le discours antiféministe que l'on entend parfois du genre "nous sommes pour l'égalité homme/femme mais nous ne sommes pas féministes", il faut reconnaître qu'à la grande époque en France et en Allemagne, de soixante neuf à soixante seize, le féminisme a contribué à renforcer la volonté individuelle des femmes à faire des études, à travailler mais aussi à diffuser les moyens de contraception. C'est bien la campagne pour la dépénalisation de l'avortement qui a fait connaître ces moyens.

Je crois que nous ne sommes pas assez conscients, les hommes en général, de l'importance du mouvement féministe du début des années soixante dix et de l'effet important que cela a eu, même de manière diffuse.

#### INTERVENANTE SALLE :

Une simple question, que peut-on faire contre cette violence ?

Moi, aujourd'hui, qu'est-ce que je peux faire, je n'ai pas de réponse.

#### G. CARDONNE :

Que peut-on faire ?

Il est déjà assez extraordinaire que, depuis quelques années, on en parle aussi ouvertement. On commence dans tous les pays à avoir des lois, à condamner les hommes. Il y a des associations qui se créent pour recueillir des femmes, pour les écouter et les faire parler. Il y a trente-quarante ans, personne n'en parlait.

#### INTERVENANT SALLE :

On a beaucoup parlé de la femme immigrée mais peu de la femme occidentale.

On parle d'éducation, d'élever les enfants mais ne trouvez-vous pas que la télévision, les médias, les publicités qui dégradent l'image de la femme sabotent tout le travail qui est fait ?

Il y a trop de contre-pouvoirs comme la télévision qui massacrent ce qui est fait.

Je suis dans l'éducation nationale et je vois les dégâts que cela cause même dans les cours d'écoles dans les relations garçons/filles.

La femme occidentale souffre énormément de ces choses là.

#### G. CARDONNE :

Je vais amener un élément dans le sens de ce que vous dites.

En 2000, j'étais avec le *Commandant Massoud* et, après une bataille, nous avons rencontré des Talibans. Pour moi, ce ne sont pas des gens normaux, mais des malades, des animaux.

Je discutais avec l'un d'eux et j'étais accompagné d'une Afghane. Je lui ai dit que cette femme était une amie, que l'on mangeait ensemble, on s'amusait et on riait ensemble, « ...C'est un être humain à part entière, je ne la viole pas ».

Il ma répondu : pas toi, ne parle pas comme ça, dans ton pays pour vendre des voitures, on met des femmes nues dessus...

Il avait raison et je n'ai pas su quoi répondre.

A la limite, si parfois certaines mères sont responsables de ce qui arrive à leurs filles (tu seras comme moi j'ai été), certaines autres femmes ne rendent pas service à la cause féminine.

F. SIEFFERT :

Moi j'interviens depuis cinq ans auprès des jeunes lycéens et collégiens et j'ai vraiment le sentiment que ça se détériore.

Dans les relations garçons/filles :

***Les garçons voient les filles comme des objets***, l'exemple de la sexualité est celui de la pornographie et n'est plus en accord avec leurs propres émotions.

Autant les filles ont encore l'envie d'aimer et ne dissocient pas désir et amour, autant les garçons sont ignorants de leur corps et n'écoutent pas leurs émotions.

Ils passent par des stades où l'image prend le dessus, ils sont toujours dans la technicité et en plus il y a le groupe qui va forger cette idée. Il y a des comportements très machistes de garçons qui se mettent dans des états sans émotion, le plus dur et le plus viril possible.

Je constate également que les professeurs banalisent des choses qui se passent entre garçons et filles.

Je travaille beaucoup avec les outils canadiens qui me semblent assez interactifs et dans les jeux de rôles les garçons ont du mal à jouer alors que les filles jouent volontiers.

Dans une classe, une fille a été attouchée par un garçon pendant un cours de gymnastique. Ils reproduisent donc la scène que les autres garçons ont vue ainsi que le professeur qui s'adresse au coupable en lui disant qu'il fabule, qu'il n'a pas pu agir ainsi.

Comment voulez-vous que les jeunes s'y retrouvent ?

Je ne condamne personne mais certains adultes banalisent et aujourd'hui, nous subissons une telle pression par rapport à l'image.

Quand on parle de sentiments, ils ne comprennent pas ou ne s'autorisent pas à les ressentir.

Khady KOÏTA :

Nous mêmes ne savons pas comment faire.

Quand nous allons dans les collèges, j'ai l'impression que ces jeunes sont des ignares.

Dans bien des familles, les enfants ont la télévision dans leur chambre et ils aiment la violence même dans les dessins animés. Il n'y a plus de dialogue avec les parents puisque l'on mange en regardant la télévision.

L'image dégradante de la femme ne se pose pas qu'en Occident, c'est partout et malheureusement nous l'acceptons parce que nous sommes dans une société de consommation.

G. CARDONNE :

Je voudrais conclure avec un écrivain qui s'appelle *LA BOETIE*.

Il a écrit un texte superbe sur la servitude volontaire. C'est un manifeste pour la rébellion, l'insoumission et la résistance à toutes les oppressions, y compris l'oppression que les hommes ont fait ou font encore subir aux femmes, d'où la nécessité d'écrire au féminin, je me permets cela, la phrase cardinale de l'ouvrage :

**Soyez résolue de ne plus servir et vous serez libre**

Je lance donc cet appel à une insurrection quotidienne permanente car l'oppression est quotidienne, permanente et jusque dans les détails.

Claudine PIERRON :

Merci à tous pour votre participation et afin que nos intervenantes gardent un bon souvenir de leur passage à Strasbourg, nous offrons à chacune d'elles un ouvrage sur notre ville.

Nous vous invitons à passer dans la salle à coté pour partager le petit buffet que nous avons prévu.

Merci.

1) Source : Espagne, centre contre la violence "Reine Sofia".

2) "Nous, femmes battues entre espoir et désespoir", collectif femmes - éd. HUGO doc.

3) GAMS, Groupe femmes pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles.

4) Emma BONINO : Italienne, Parlementaire Européen depuis 1979, engagée dans la lutte contre toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes.

Claudine PIERRON

Présidente IWR

Sous réserve de relecture des intervenants.

